

COMITÉ NATIONAL POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE (CNLP)

Appel à la dépenalisation du délit de presse

Dans le sillage de l'état d'urgence, le pouvoir algérien a renforcé en 2001, à travers l'amendement apporté au code pénal, la coercition à l'encontre de la presse et des journalistes.

La corporation de la presse s'était élevée depuis contre les articles 144 et 144 bis du code pénal qui sanctionnent les délits de presse, y compris par l'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 5 années fermes.

Revendication unanime de la corporation mais aussi de l'ensemble des démocrates et des républicains, la dépenalisation du délit de presse se pose aujourd'hui plus que jamais avec acuité. Tout autant que l'élaboration urgente et concertée d'un statut professionnel pour les journalistes.

Fidèles au combat mené par leurs aînés dans la foulée du soulèvement d'Octobre 1988 pour les libertés de la presse et d'expression mais fidèles aussi aux sacrifices extrêmes payés par d'autres pour que vive l'idéal démocratique, les journalistes Algériens appellent à la dépenalisation immédiate et inconditionnelle des délits de presse.

Ils appellent aussi à la levée du monopole de l'Etat sur les médias audiovisuels.

N. B. : pour signer l'appel envoyez à libertepresse@hotmail.com

Signataires :

Rabah Abdellah	Maïche Zineb A.
Khelaïfia Zoubir	Guissem Ali
Fouad Boughanem	Aït Lacey
Mehdi Mehenni	Chaabane
Ali Benyahia	Belhouchet Omar
Akli Rezouali	Makedhi Madjid
Lyas Hallas	Saci Kheireddine
Kader Bakou	Meddi Adlène
Badreddine Manaa	Tarek Aït Sellamet
Sid Samir	Slimane Madani
Hakim Laalam	Mourad Hachid
Nacer Belhadjoudja	Hacen Ouali
Abder Bettache	Kamel Yamine
Nawal	Abderrahmane
Imessaoudene	Semmar
Salima Akkouché	Beldjenna Rabah
Samir Hamma	Kamel Belkadi
Bennaceur	Karim Kebir
Mohamed Cherif	Hadjer Guenanfa
Naima Yachir	Brahim Taouchicht
Amine Andaloussi	Rym Nasri
Mohamed	Irane Belkhedim
Bouchama	Lahcene Oubira
Hayet Meghiref	Saïd Mekla
Hafid Tarik	Mohand Redaoui
Mohand Aziri	Yacine Mohellebi
Ferrah Menad	Ghania Lassal
Mouloudj Mohamed	Ali Titouche
Triaa Walid	Yahia Arkat
Ouargli Nacima	Samir Leslous
Boukhlef Ali	Salah Slimani
Lyès Menaceur	Mahmoud Mamart
Azzedine Maktour	Mounir Abi
Hocine Adryen	Saïd Chekri
Abdelhalim Mouhou	Arab Chih
Nesrine Bensemra	Nadia Melal
Djama Younes	Khelil Abderrazak
T. Gacem	Aomar Ouali
Ahmed Kessi	Hana Menasria
Amina Azoune	Djillali Benyoub
Farouk Bouamama	Ahmed Halli
Boularej Naima	Amel Korchi
Zineb Messaoudene	Mohamed Sifaoui
Mohamed	Rafik Baba Ahmed
Redouane	Nacer Benzekri
Mokrane Aït	Ryad Mammeri
Ouarabi	Saïd Ouidir
Nabila Amir	Karim Aïmeur
Fella Bouredj	Saïd Boufatah
Saïd Rabia	Naïma Bachir
Mustapha Benfodil	Kamel Ouhnia
Nacima Chaabani	Ilies Benabdeslam.

LE PRÉSIDENT DU PARTI AHD54 À ORAN La crainte d'un scénario catastrophe en Algérie

Venu à Oran à l'occasion de l'ouverture officielle du bureau de wilaya de son parti, le président de AHD 54 en a profité pour tenir un point de presse où il a abordé avec les journalistes les événements qui ont secoué ces dernières semaines le monde arabe et l'Algérie.

48 heures à peine après l'annonce de la levée de l'état d'urgence, Fawzi Rebaïne, président de AHD 54 se dit sceptique car, persuadé que «rien ne changera si cela ne s'accompagne pas d'une ouverture du champ audiovisuel qui donne la parole à tous, et si on ne permet pas d'établir un état de droit...». Et de fustiger «la justice de la nuit et du coup de téléphone qui règne encore». «Autoriser les partis politiques en accordant de nouveaux agréments n'est pas un problème mais c'est sur le terrain que cela se passe. Malheureusement, la mentalité du parti unique est toujours dominante», a-t-il déclaré à l'adresse des présents. Pour le président de AHD 54, la question qui doit être tranchée aujourd'hui est



Fawzi Rebaïne.

celle du «changement du régime et de ceux qui sont au pouvoir depuis 30 ans et qui n'ont rien apporté». «La seule question qui se pose est de savoir s'ils sont prêts pour un changement pacifique ou s'ils continuent à se croire les seuls patriotes et détenteurs de la légitimité dans ce pays ou bien vont-ils faire valoir encore leurs intérêts particuliers, car s'ils ne partent pas,

nous irons vers le chaos à l'image de ce qui se déroule en Libye», dira Fawzi Rebaïne. Pour l'orateur, en Algérie, il y a des compétences et des gens capables de redresser la situation et de donner un sens aux institutions de l'Etat. A maintes reprises, lors de son intervention, Fawzi Rebaïne enjoindra les tenants du pouvoir d'accepter un changement paci-

fique, évitant une explosion dans la rue qui ne sera porteuse que de chaos.

Le président de AHD 54 expose alors sa démarche qui diffère, dira-t-il encore, de celle des autres partis et de la CNCD qui a appelé à des marches. Il citera ainsi sa feuille de route et sa revendication «d'élection présidentielle anticipée». «Puisque nous sommes dans un régime présidentiel c'est par là qu'il faut commencer le changement avec la constitution d'un gouvernement de transition et la révision de la Constitution...»

Pour ce qui est des événements graves qui se déroulent en ce moment en Libye, l'orateur dénoncera le silence honteux du pouvoir et des dirigeants algériens qui «n'ont pas été capables d'un mot sur le massacre en direct du peuple libyen» et d'une manière générale il estimera que ce qui se passe dans les pays arabes est «un mouvement inéluctable de peuples opprimés, un mouvement qui ne s'arrêtera pas là et qui s'étendra à toute la région».

Fayçal M.

COORDINATION NATIONALE DES ENFANTS DE CHOUHADA

Bounedjma promet des «révélations»

Il a épargné l'armée, Bouteflika et son Premier ministre et a tiré sur tous les autres. Khaled Bounedjma, président de la Coordination nationale des enfants de chouhada (Cnec) a plutôt appelé au changement à l'intérieur du système. A ses yeux, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) fait de l'«agitation» et ne porte même pas de revendications claires.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans sa diatribe, lancée hier à l'ouverture des travaux de la session nationale de son organisation, Khaled Bounedjma a accusé les ministres, les walis et autres subalternes ayant mené, selon ses termes, le pays droit au mur.

Il a réitéré son soutien au programme du président de la République et a dénoncé la «mauvaise gestion» des ressources du peuple, censées servir à l'exécution de celui-ci. Il a même qualifié l'administration de «terroriste».

Khaled Bounedjma est revenu sur ses sorties médiatiques et a rappelé que son organisation a adressé une multitude de correspondances au chef de l'Etat alertant sur «ce qui ne va pas» et proposant des solutions. «40% des mesures prises la semaine dernière par le président ont été puisées dans nos propositions.

Or, personne ne nous reconnaît. Ils ne nous aiment pas, voilà», a-t-il regretté. Dans le même contexte, il a accusé l'ENTV d'étouffer sa

voix : «Je ne suis pas muet pour qu'ils diffusent mes interventions en off et s'expriment à ma place.» Et d'insister : «L'administration et certaine presse, conditionnée par le colonialiste français, n'aiment pas les hommes intègres. Mais, nos messages arrivent au président grâce aux hommes qui veillent à notre sécurité. Et nous parlons aujourd'hui pour que ça ne soit pas mis sur notre compte demain.»

A propos des marches de la CNCD, il exprimera clairement son opposition : «Nous ne sommes pas contre le droit des Algériens à manifester pacifiquement, mais nous sommes contre le désordre et la pagaille. Cette Coordination ne porte même pas de revendications claires. Qu'ils nous informent au moins sur ce qu'ils proposent.»

Il convient de noter que Khaled Bounedjma a promis des révélations sur une liste de dignitaires de l'Etat algérien qui rendaient compte à Bernard Bajolet, ancien ambassadeur de France à Alger actuellement en poste



Khaled Bounedjma, président du Cnec.

en Afghanistan. «Je ne pourrai le faire sans consulter la base de mon organisation. Je dois avoir le soutien des militants pour pouvoir mener la guerre.

La dernière fois, ils ont mobilisé un journal pour ternir notre image et nous avons souffert pour préserver l'unité de l'organisation. Nous n'allons pas refaire la même erreur», a-t-il soutenu.

Khaled Bounedjma a également affirmé avoir marchandé avec l'ancien ambassadeur américain. Et bien que WikiLeaks n'ait pas encore diffusé de câble le citant, il a anticipé : «Il m'a

invité au siège de l'ambassade et m'a demandé d'envoyer 200 militants aux Etats-Unis pour un échange culturel et d'expérience. J'ai exigé que son gouvernement fasse pression sur la France pour qu'elle reconnaisse ses crimes contre les Algériens. Il s'est excusé et m'a signifié que les Etats-Unis ont soutenu l'Algérie en 1958 pour qu'elle recouvre son indépendance mais son gouvernement ne peut le faire aujourd'hui, car il n'a pas le droit. Ainsi, la discussion s'est terminée en queue de poisson.»

L. H.